

Coup d'Etat au Burundi

*Ndadaye et plusieurs de ses proches exécutés
Le Zaïre et la communauté internationale condamnent le putsch*

EDITORIAL

Le "Coup" de la honte

Un séisme politique a secoué la région des Grands lacs. Sur son passage, il a balayé de la scène politique le Chef de l'Etat burundais et quelques proches collaborateurs. Une décision suicidaire des militaires tutsi de revenir sur les pas de la dictature qui a coûté la vie à Ndadaye et à plusieurs milliers des Burundais.

Pourquoi cet inutile bain de sang au moment où le Burundi, le paragon de la réussite démocratique dans la région, s'apprêtait à goûter le fruit du changement ? Il est édifiant de rappeler ici que ce pays s'étant investi dans le processus démocratique malgré son découpage socio-politique où dominait l'ethnie tutsi dans l'armée (95%), l'administration (80 %) et dans la communauté d'hommes d'affaires (60 %), Jua avait écrit que le Zaïre traînait encore les pieds pour s'engager dans la voie démocratique. Si le Rwanda s'est résolu à s'y mettre après les accords d'Arusha, le Burundi était cité en exemple et constituait la fierté des Etats des Grands lacs. Hélas, un coup d'Etat vient de mettre un terme à cette avancée démocratique au grand dam de tous les Occidentaux et de toutes personnes éprises d'un idéal démocratique. La démocratie vient d'être assassinée à Bujumbura.

A qui profite ce quatrième coup d'Etat du Burundi qui fait la honte de l'Afrique des Grands lacs où la platitude se dispute avec l'indignité ? Certainement pas aux Burundais. Qui commençaient à goûter aux fruits de la démocratie quand on en juge par les financements qui tombaient pratiquement tous les jours en guise de soutien aux institutions librement élues. Aujourd'hui, plusieurs massacres sont perpétrés et le Burundais vient de renouer avec l'exil, la misère et l'indignité. Par la faute des militaires nostalgiques, intégristes et sanguinaires.

A quoi sert d'instaurer le changement démocratique en Afrique si cela permet aux anciens dictateurs et autres dinosaures de revenir sur la scène politique par des voies anti-démocratiques et rétrogrades ? Faut-il voir par ce signe de temps une certaine complicité de la population sans ambition politique ou une complaisance de l'Occident qui chercherait à se positionner pour la circonstance et préserver ses intérêts géo-économiques ?

Cette question se pose lorsqu'on se tourne vers le doyen des Chefs d'Etat de la région : Mobutu. Qui, malgré la mise en quarantaine par la Troïka occidentale, vient de se voir accepter et même protéger par la France de Mitterrand en quête de soutien dans sa campagne pour l'exception culturelle contre l'invasion médiatique des Américains. Le cas du Burundi interpelle la communauté des Grands lacs et même l'Occident sur la problématique de la démocratisation en Afrique.

Ceux qui ont décapité la démocratie au Burundi ont-ils oublié que l'Histoire ne se répète pas avec des vieux schémas ? Ont-ils ignoré que si le sel démocratique s'affadissait au Burundi, la CEPGL en manquerait pour son changement démocratique ? De toutes les façons les auterus du coup d'Etat au Burundi se sont rangés obstinablement du côté de la xénophobie alors que l'échiquier du Grand Lacs a de grandes peines à l'extirper. Cécité politique ou pas, ces faux baroudeurs savaient que leur coup était voué virtuellement à exacerber des passions primaires inhumaines. A terme donc, condamné à céder la place au fonctionnement des institutions démocratiques. Le coût en vies humaines de cette erreur de vision politique est si lourd que l'on ne peut se permettre de comprendre les putshistes.

Eyenga Sana

Bujumbura ne cessera pas d'enterrer ses morts, ses hommes illustres comme en 1965, 1972, 1988, 1991 ... La nuit noire du 20 au 21 octobre 1993 restera à jamais gravée dans la mémoire du peuple burundais qui a assisté à l'assassinat de sa jeune démocratie, âgée de moins de 5 mois. Temps que vient de passer au pouvoir son tout premier président élu, Melchior Ndadaye qui est né le 28 mars 1953 à Murama, commune Nyabihanga en province de Muramvia. Cet assassinat d'un processus et des hommes est le fruit d'un complot impliquant une centaine de personnes, civiles et militaires principalement des Tutsi. Une honte pour le peuple burundais et africain ! En effet, le mercredi 20 octobre 1993 à 20 heures. Toute la ville de Bujumbura tombe dans l'obscurité. Les voies de communication coupées. La radio et la télévision nationales cessent d'émettre, quelques instants après. Des militaires bien armés envahissent le palais présidentiel. La garde présidentielle oppose une farouche résistance, tente de conduire le chef de l'Etat au camp Muha mais le 11^{ème} bataillon commando se saisit de lui et l'amène avec certains de ses ministres à la caserne. Silence de mort. Ils seront exécutés froidement le jeudi 21 octobre 1993 vers 10 heures. Les corps criblés des balles. Malaise au sein de la CEPGL qui vit déjà un remue ménage inhabituel. Le secrétaire exécutif, M. Matata ainsi que les fonctionnaires burundais de la CEPGL viennent d'élire, depuis ce matin, domicile à Goma selon le correspondant de "Radio Rwanda" en poste à Gisenyi. Comme quoi ce Coup d'Etat va fissurer davantage le fragile ouvrage communautaire.

Page 2

Birindwa sort enfin de son laboratoire

La réforme monétaire qui fait ses premières victimes :

M. Cimanuka aux arrêts

Page 2

Les négociations existent-elles encore?

Un extrait du Protocole d'accord à signer

Page 6

La Société civile de Goma dénonce l'insécurité

Page 7

La Snel dialogue avec ses clients pour un nouveau partenariat

Page 8